



Bulletin de la section du Calvados
de la Fédération Syndicale Unitaire
<https://fsu14.fsu.fr/> - Tél : 02 31 86 29 33

Trimestriel - Avril-Mai-Juin 2025 - n° 152

Numéro de CCPAP : 0126 S 07616

Directrice de la publication : Laurence GUILLOUARD

Le numéro : 0,30 € - Abonnement : 20 €

Imprimerie spéciale FSU - 12 rue du colonel RÉMY, 14000 CAEN



COLOMBELLES CAEN MF PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 18/06/2025

Page 2 :

*Le danger
de la
capitalisation*

*Décès
tragique de
notre
collègue,
Mélanie*

Page 3 :

*Dénoncer,
manifester,
coopérer*

Page 4 :

*Fête
de la
FSU 14*

Gardons le cap pour défendre les services publics

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a accéléré la décomposition de l'ordre international. Son administration piétine allègrement le droit international, que ce soit par l'accaparement des ressources naturelles en Ukraine ou la confusion entre diplomatie et intérêts privés. Cette politique de la force brute sert les intérêts d'une oligarchie déterminée à préserver ses privilèges.

Ce délitement n'est pas qu'américain. L'attribution des puissances occidentales face aux crimes commis à Gaza par le gouvernement d'extrême droite israélien illustre l'effondrement d'un ordre international fondé sur le droit. En Europe, la montée des forces conservatrices et réactionnaires ajoute à l'urgence de la situation.

En France, l'année scolaire 2024-2025 a été marquée par une nouvelle offensive contre les services publics. Malgré la victoire du Nouveau Front populaire aux législatives de juillet 2024, le Président n'a pas voulu envisager la constitution d'un gouvernement susceptible de remettre en cause la politique menée depuis 7 ans, une politique pourtant nettement sanctionnée par les urnes. Tournant le dos aux aspirations populaires et à une lecture sociale du scrutin, préférant s'accommoder de l'extrême-droite, Macron a choisi de nommer le gouvernement le plus à droite de la Ve République. L'éphémère ministre de la Fonction publique Guillaume Kasbarian en a été l'illustration. Inspiré par Musk et Trump et reprenant tous les poncifs du fonctionnaire ba-

(suite page 2)

shing, il a mené lors du débat budgétaire une offensive brutale contre la Fonction publique et ses agent·es. La riposte a été à la hauteur. La grève massive du 5 décembre a montré notre capacité de mobilisation et a fait plier le pouvoir. La mesure des 3 jours de carence a été abandonnée, même si le maintien de la retenue de 10% sur les congés maladie ordinaire reste inacceptable.

Depuis, construire un rapport de force favorable s'est avéré difficile. L'alternative un moment incarnée par le Nouveau Front Populaire ne s'est pas inscrite dans la durée. Les partis de gauche n'ont pas pu s'accorder sur une commune stratégie parlementaire. Le gouvernement Bayrou évitant la censure, est parvenu à faire passer un budget d'austérité inédit. Dans le même temps, les ministres Darmanin et Retailleau ont imposé leur agenda réactionnaire, détournant l'attention des véritables enjeux sociaux par un déluge de polémiques identitaires.

Le dernier congrès de la FSU en février a pris la mesure des défis. Le renforcement du syndicalisme

de transformation sociale grâce à la Maison commune CGT-FSU, doit permettre de mutualiser nos forces face au capital et à ses serviles desservant·es politiques ou médiatiques. Il sera aussi nécessaire de clarifier notre rapport aux forces politiques progressistes en assumant pleinement notre rôle contre l'extrême droite et l'austérité sans tomber dans les pièges de la récupération partisane.

La période est rude, mais les enseignements de cette année sont clairs : chaque victoire même partielle (comme celle du 5 décembre) montre que la mobilisation paye. Dans un monde où la force veut supplanter le droit et les droits (des travailleur·euses, des femmes, des LGBT) notre syndicalisme de transformation sociale prend tout son sens.

Dès la rentrée, nous devons préparer les batailles décisives contre l'austérité et pour la défense des services publics. C'est par l'unité et la détermination que nous pourrons faire reculer le pouvoir et construire des alternatives.

Jérôme Adell

Retraites *Le danger de la capitalisation*

La concertation sur les retraites se poursuit pour l'instant à bas bruits. Mais elle pourrait déboucher sur de nouveaux reculs pour les salarié·es et les retraité·es.

Deux organisations syndicales de salarié·es (CGT et FO) et une organisation patronale (U2P, Union des entreprises de proximité) ont quitté et dénoncé ce « conclave » aussi dénommé « délégation paritaire permanente des retraites » (DPP). La FSU et Solidaires n'ont jamais été conviées.

Il est clair que l'abrogation de la réforme instaurant le passage de la retraite à 64 ans ne sera finalement pas à l'ordre du jour. Mais d'autres attaques se profilent également.

Les organisations qui poursuivent cette concertation (Medef, CPME, CFDT, CFTC et CFE-CGC) ont abouti mi-avril à une nouvelle feuille de route. Celle-ci

affiche la défense par principe du système par répartition mais il est aussi déclaré que « les enjeux d'équilibre financier [...] sont préalables ». C'est donc le point de vue comptable et financier qui prime, avec comme contrainte le refus de tout retour en arrière sur les exonérations et allègements de cotisations qui ont concerné l'ensemble du régime général de Sécurité sociale.

Suivre les recommandations de la Cour des comptes, signifierait le retour de la dégradation des droits familiaux (majorations pour enfants) et conjugaux (réversions), de nouvelles augmentations de l'âge de départ en retraite, la mise à contribution des retraité·es actuel·les et futur·es, ou le grand retour d'un système par capitalisation.

Hervé Moreau

Décès tragique de notre collègue, Mélanie

C'est toute une communauté éducative qui est en deuil, à la suite du décès tragique de notre collègue, Mélanie, Assistante d'Éducation à Nogent dans la Haute-Marne. Les faits se sont déroulés hier matin lors d'une opération de fouille des sacs en présence de la gendarmerie. Toutes nos pensées vont à sa famille et à ses proches dans ce moment insoutenable. Nous souhaitons rappeler l'importance des Assistantes et Assistants d'Éducation dans les établissements, souvent en nombre insuffisant. Les Vies Scolaires sont les colonnes vertébrales des collèges et des lycées, mais leurs personnels sont trop souvent laissés pour compte. Les personnels de vie scolaire, AED et CPE, ne peuvent être les seuls responsables de la mise en sécurité des élèves. Ce ne sont pas des agents de sécurité mais bel et bien des personnels éducatifs au plus proche des élèves, qui se soucient de leur bien-être, de leur protection et de leur réussite scolaire.

Loin de toute récupération politique de cette tragédie, nous exigeons un travail de fond ainsi que les moyens nécessaires pour que l'École Publique soit réellement à la hauteur de ses ambitions. Nous ne devrions jamais craindre pour nos vies lorsque nous travaillons pour l'Éducation Nationale. Nous présentons nos plus sincères condoléances à toute la communauté endeuillée et nous proposons à présent une minute de silence en hommage à notre collègue Mélanie.

Déclaration du SNES FSU, mercredi 11 juin 2025, Place de la République, Caen, 17h

Bientôt deux ans que le déluge s'est à nouveau abattu sur Gaza, n'épargnant ni la Cisjordanie, ni le Liban ni la Syrie, ni le Yémen.

Mais le peuple palestinien ne meurt pas en silence ! Ce massacre est très bien documenté pour qui veut se donner la peine de l'explorer !

Des millions de citoyen.nes du monde entier manifestent sans relâche depuis presque 2 ans¹ pour la justice et le respect du droit international. Des États (Irlande, Espagne, Suède...) ont pris des positions courageuses pour dénoncer ces massacres, interdire les livraisons d'armes, demander à l'UE de revoir les accords commerciaux d'association. Malgré l'avis de la cour internationale de Justice qui affirme que l'occupation est illégale et constitue un crime de guerre et qui instruit le crime génocidaire, Israël continue de profiter de son impunité historique pour vider la Palestine de ses habitant.es. Il poursuit et amplifie l'occupation de la Cisjordanie, expulsant les populations, détruisant villages et camps de réfugié.es, semant la terreur parmi les populations. Dans quels pays du monde voit-on un pays voisin démolir les écoles, les universités, les hôpitaux les infrastructures publiques, provoquer une famine ?

Ayant effectué un séjour de coopération (SNEP / FSGT) en octobre, février et avril, nous avons pu constater une dégradation terrible de la situation qui atteint maintenant nos proches collègues et ami.es. Certains de nos collègues ou fils de nos collègues sont en prison, d'autres n'ont plus de maison, d'autres ont assisté au meurtre de leur père ! L'armée sillonne les routes, bloque l'entrée des villes, les enfermant encore plus localement. La vie de nos collègues dépend entièrement du bon vouloir de l'armée (ou des colons) impactant même leur présence dans leurs écoles.

Avec courage et détermination nos collègues profs EPS, continuent leur engagement professionnel avec une énergie qui n'est pas



celle du désespoir. Ils savent que le droit est avec elleux, que rien ne les fera dévier de leur volonté de rester sur leur terre. Leur lutte est celle de tous les peuples opprimés et invisibilisés dont les droits sont bafoués.

Pour nous, équipe coopérante, toutes ces rencontres ont une portée qui dépasse le sport : elles sont aussi des gestes de résistance collective, de réappropriation de l'espace, des moments de lien humain, où l'on tisse des solidarités inter-territoriales et où on construit un avenir commun malgré les murs et l'oppression qui va avec. Nous avons un besoin impérieux de continuer ce travail qui est à la fois une ressource pour continuer à réclamer que la justice doit être appliquée et pour que nos collègues Palestiniens soient convaincus de notre solidarité infaillible.

Rejoignez le mouvement populaire de résistance sans lequel aucune justice ne peut advenir.

«À Gaza, il y a le naufrage de la prétention civilisationnelle occidentale, et la réalité de son histoire prédatrice et meurtrière».²

Nous, syndicalistes qui œuvrons à la transformation profonde de la société et des relations entre les peuples, ne restons pas immobiles face à cette tragédie.

À Gaza, c'est notre conscience qu'on tue !

Nina Charlier

1. À Caen, chaque samedi depuis 86 semaines sans discontinu, place de Gaza (Face monoprix)

2. Lordon, dans un texte époustouflant « Gaza, l'Arabe, et l'ordre bourgeois »



**Apéritif et repas
à prix libre**

Les militantes et militants de la FSU du Calvados et de ses syndicats vous convient à une soirée le vendredi 27 juin dès 18h30. Elle aura lieu dans la grande salle de la Maison des Syndicats, 12 rue du Colonel Rémy à Caen.

Cette soirée est ouverte à tous et toutes et nous permettra de nous retrouver autour d'un apéritif et d'un repas à prix libre.

Ce rendez-vous convivial s'inscrit dans toutes nos luttes de cette dernière année scolaire, et dans tous les combats que nous menons contre l'extrême-droite et pour le progrès social.

BONNES VACANCES !

RESSOURCEZ-VOUS

DURANT CET ÉTÉ

ET RETROUVONS-NOUS DÈS LA

RENTÉE POUR UNE ANNÉE

SCOLAIRE PLUS QUE JAMAIS

COMBATIVE !

